Une expérience

Kawkab al-Sharq, 14 mai 1933

Son succès est hors de tout doute — il faut donc l'exploiter jusqu'au bout. L'expérience en question est celle à laquelle le Premier ministre s'est livré afin d'établir, pour lui-même et pour ceux qui le soutiennent, si les affaires de l'Égypte pouvaient se dérouler d'une façon ou d'une autre sans qu'il y ait un gouvernement en exercice. Le Premier ministre s'est livré à cette expérience et elle a réussi de manière éclatante — sans qu'on puisse le nier ! Il a voyagé l'été dernier, et peu après lui un groupe de ses collègues ministres a voyagé, et l'ordre public n'a pas été troublé, et aucun système n'a été perturbé, et la crise ministérielle ne s'est pas davantage compliquée ; puis il est revenu et ses collègues ministres sont revenus avec lui, et l'ordre public n'était pas plus stable qu'avant, et aucun système n'était mieux assis, et la crise économique n'avait pas avancé d'un seul pas, court ou long, vers une résolution. Puis le Premier ministre a renvoyé chez eux un groupe de ses collègues et a convoqué aux fonctions ministérielles un groupe de ses favoris et de ses amis — et rien dans les affaires de l'Égypte n'a changé.

Puis le Premier ministre est tombé malade, et la maladie l'a rendu incapable d'assumer les charges du gouvernement et d'en gérer les affaires de manière autonome — incapable même d'y penser — et l'ordre public n'a pas été troublé, et aucun système n'a été perturbé, et aucune crise ne s'est aggravée, et rien dans les affaires de l'Égypte n'a changé. Puis le Premier ministre a renvoyé chez eux un groupe de ses collègues et a convoqué à leur place un groupe de ses loyaux et de ses favoris — et rien dans les affaires de l'Égypte n'a changé ; et la maladie a continué de peser lourdement sur le Premier ministre, l'empêchant de gérer les affaires comme il se doit, et la maladie a touché le ministre des Affaires étrangères — et rien dans les affaires de l'Égypte n'a changé. Puis le Premier ministre doit voyager après-demain en Europe pour se soigner, et trois ministres doivent voyager en Europe pour se distraire et se refaire une santé, et le sous-secrétaire aux Finances et le chef des conseillers royaux doivent voyager pour participer à la Conférence économique — et rien dans les affaires de l'Égypte ne changera.

L'expérience a donc réussi de manière éclatante — sans qu'il soit possible de le nier. Nous devons donc avoir des esprits qui comprennent, des cœurs qui ressentent, et le courage de proclamer ce que nous observons, d'appeler à ce que nous croyons, et de déclarer ouvertement

que cette expérience ne doit pas aller en vain — mais que nous devons en tirer la leçon et en profiter. Nous proposons, avec audace et résolution, que l'Égypte se passe de gouvernements, et qu'elle économise ce qu'elle dépense pour ces fonctions et pour ceux qui les occupent — en dépenses de base et supplémentaires, en dépenses visibles et en dépenses cachées — car l'homme raisonnable et le peuple raisonnable ne doivent dépenser leur argent que s'il n'y a pas moyen de s'en abstenir, ou si cette dépense procure quelque plaisir ou avantage d'une importance suffisante pour justifier qu'on y consacre de l'argent.

Le Premier ministre et son gouvernement ont prouvé que les affaires de l'Égypte peuvent se dérouler sans que des ministres les gèrent. Le gouvernement n'est donc pas une nécessité indispensable en Égypte, et l'on ne doit pas dépenser d'argent pour le maintenir. Et nous ne pensons pas que l'Égypte trouve un plaisir fort ou un avantage manifeste à avoir un gouvernement comme les autres pays ont des gouvernements. Le gouvernement n'est donc pas un luxe qu'il soit légitime de convoiter, ou de s'épuiser à obtenir, ou de dépenser de l'argent pour maintenir. Nous ne pensons pas que l'Égypte soit très désireuse d'octroyer à ses ministres les traitements qu'elle leur octroie pour qu'ils vivent dans le confort pendant que ses fils vivent dans la misère. Nous ne pensons pas non plus que l'Égypte aime profondément ces ministres — leur prodiguant chaleur et bienfaisance, les comblant d'affection et de bonté, dépensant pour eux ces sommes considérables qu'elle pourrait consacrer à des milliers d'affamés et de quasi-affamés dispersés aux quatre coins de la terre, que les catastrophes frappent et que les calamités malmènent, que la maladie mortelle visite — et dont elle ne se détache peut-être pas sans les emporter avec elle pour les présenter en cadeau ou en offrande à la mort !

Vous pouvez pousser ce raisonnement plus loin encore. L'Égypte ne peut pas se passer des seuls ministres — mais elle peut se passer d'un grand nombre de directeurs et de hauts fonctionnaires : ceux dont l'absence ne provoque aucun dommage, et dont la présence n'améliore rien ; ceux que la maladie frappe et dont les affaires se règlent d'elles-mêmes, et dont le rétablissement n'y change rien. Ceux qui arrivent à leurs bureaux lorsque la matinée est bien avancée, et les quittent à l'approche de midi ; qui s'assoient dans leurs bureaux en souriant, s'entretenant avec des amis proches et lointains, faisant étalage de leur autorité sur une catégorie de fonctionnaires et une autre catégorie de serviteurs, gérant les affaires par téléphone tantôt et par

discussion tantôt. Quant au soir venu, ou à la nuit avancée ! L'Égypte peut se passer du gouvernement ou se passer d'un grand nombre de ces directeurs et hauts fonctionnaires.

Vous pouvez pousser ce raisonnement plus loin encore. L'Égypte a vécu sans gouvernement jusqu'à la fin du siècle dernier ; elle a vécu sans ce grand nombre de hauts fonctionnaires jusqu'à la fin du siècle dernier également ; et elle a vécu sans parlement jusqu'à ce que le siècle présent soit bien avancé. Et lorsqu'on demande aux Égyptiens leur avis sur leur vie actuelle — et sur leur vie depuis la formation des gouvernements et la création des hautes fonctions et l'instauration du Parlement — ils vous répondent que la différence entre ces deux vies n'est pas grande, et est peut-être plus proche du pire que du meilleur : dans leur première vie ils étaient misérables et savaient qu'ils l'étaient, ils étaient asservis et savaient qu'ils l'étaient. Alors qu'à présent ils sont misérables et on leur dit qu'ils sont heureux, et ils sont humiliés et on leur dit qu'ils sont libres.

Leur épreuve est donc maintenant redoublée, car elle touche à la fois leur vie et l'estime qu'ils ont de cette vie ; et leur misère est maintenant redoublée — car dans les siècles passés ils étaient misérables sans aucun espoir de bonheur, alors qu'à présent ils sont misérables et pleins d'espoir, sans trouver le moyen de réaliser leurs espoirs.

Et à quoi bon établir des gouvernements, des fonctions et des parlements, si ces gouvernements, ces fonctions et ces parlements ne sont pas des moyens de rendre le peuple heureux et de mettre de l'ordre dans ses affaires — de lui faire sentir qu'il était malheureux et qu'il est maintenant heureux, qu'il était avili et qu'il est maintenant honoré, qu'il était esclave et qu'il est maintenant libre ? Qui a prétendu que les gouvernements sont établis pour que les ministres en jouissent et vivent dans l'aisance, et voyagent dans l'aisance ? Qui a prétendu que les hautes fonctions sont établies pour que leurs titulaires s'en servent comme d'instruments de luxe et de confort ? Qui a prétendu que les parlements sont établis pour que les députés et les sénateurs dominent, et pour que les députés et les sénateurs pérorent, et pour que les députés et les sénateurs encaissent leurs émoluments en fin de mois — tandis que le peuple demeure dans l'humiliation, la misère et la mauvaise condition exactement là où il était ?

Non — les fonctions de gouvernance ne sont pas des fins ; elles sont des moyens. Si elles se transforment en fins, elles doivent être

supprimées ; et si la plupart ou certaines d'entre elles se transforment en choses inutiles et sans profit, elles doivent être supprimées. La question n'est pas en vérité de savoir si l'Égypte a des fonctions ou n'en a pas — la question est de savoir si ces fonctions sont utiles au peuple, auquel cas elles restent, ou ne lui sont pas utiles, auquel cas elles disparaissent.

Cette proposition a quelque chose d'audacieux — mais je mets au défi tout Égyptien équitable, doté d'une conscience sensible et d'un cœur pur, et je lui demande : dit-il tout cela lorsqu'il est seul avec lui-même ? Se plaint-il de tout cela lorsqu'il est seul avec ses intimes ? Je suis certain qu'il ne pourra pas répondre : Non — il est contraint de répondre : Oui. Nous sommes donc contraints à cette forme... de civilisation européenne par la contrainte. Nous ne sommes pas les ennemis de cette civilisation européenne — nous en aimons beaucoup et y tenons beaucoup — mais à condition de la choisir nous-mêmes, et non qu'elle soit choisie pour nous ; de la diriger nous-mêmes, et non d'être dirigés par elle ; de l'adapter à nos besoins et à nos intérêts, et non que nos besoins et nos intérêts soient sacrifiés en son nom.

Que le Premier ministre franchisse donc un autre pas audacieux et franc, qui nous ramène là où nous étions avant que gouvernements, fonctions et parlements ne soient établis. S'il le fait, il nous préservera une grande partie de notre argent dilapidé ; s'il le fait, il nous épargnera nombre de ces espoirs épuisants ; s'il le fait, il écarte de l'Égypte beaucoup de maux — le mal de la compétition pour les fonctions, le désir effréné des postes, le sacrifice de l'intérêt général au profit du traitement et de la rémunération, et au profit du prestige et du pouvoir ; et s'il le fait, il nous préserve de nombreuses sources de corruption morale et politique où nous avons failli aboutir à un point auquel aucun autre peuple n'a abouti !

Mais le Premier ministre ne fera rien de tout cela — car il n'abolira pas sa propre fonction de ses propres mains, n'effacera pas son propre pouvoir de ses propres mains, ne se remettra pas au rang d'un homme ordinaire après être devenu un grand personnage que l'État rémunère quand il réside, rémunère quand il voyage, et rémunère quand il tombe malade. Le Premier ministre ne fera rien de ce qu'on lui demande — il vous faut donc endurer comme nous avons enduré, et patienter comme nous avons patiemment attendu, et croire que nous avons un gouvernement même si nous n'en avons pas besoin, jusqu'à ce que Dieu décrète quelque chose de Sa part.

Qui sait ? Peut-être ce décret remettra-t-il toutes choses à leur juste place, et accordera-t-il à l'Égypte des gouvernements qui prouvent leur utilité et leur efficacité — et des ministres qui croient qu'ils n'ont pas assumé leurs fonctions pour en jouir, mais pour y supporter la peine et l'effort dus à ceux qui les ont élevés à ces fonctions et leur en ont confié la lourde charge.

Qui sait ? Peut-être l'air d'Europe touchera-t-il le Premier ministre au point de lui faire sentir combien il lui est difficile de concilier le repos dont il a besoin et la fatigue dont il est incapable — et il se reposera vraiment ; et dans son repos véritable réside un repos pour l'Égypte aussi !